

22 juillet 2020

## Alexandre HOLROYD appelle le gouvernement à mobiliser l'industrie financière au service de l'Accord de Paris

Missionné par le Premier ministre pour **mieux orienter les flux d'investissement vers le financement de la transition écologique**, accompagner davantage les particuliers et les entreprises vers une épargne durable et maintenir le leadership de la place de Paris en matière de finance verte, le Député des Français établis en Europe du Nord a **défini un plan d'action de 24 recommandations à l'attention du gouvernement qui s'inscrivent dans le prolongement de l'Accord de Paris et de la démarche Choose France**.

**Constat n°1** : Il y a un **manque d'outils financiers crédibles et compréhensibles** qui sont une condition préalable de la mobilisation de l'épargne des Français pour financer la transition écologique, malgré une véritable demande de ceux-ci. Les banques et entreprises françaises sont engagées dans un processus de verdissement de leurs investissements et de leurs activités mais ce processus manque de transparence et donc de crédibilité.

- ⇒ **Recommandation n° 1** : **Créer l'institut ChooseParis**, outil dédié à l'alignement de la finance avec l'Accord de Paris regroupant les acteurs financiers, la recherche et l'innovation dans le domaine, sous le double patronage du Ministère de l'Économie et des Finances et du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire.
- ⇒ **Recommandation n° 2** : **Mettre en place un indicateur « Paris-Aligned »** permettant de définir le degré d'alignement d'un portefeuille financier avec l'Accord de Paris de façon transparente et crédible.
- ⇒ **Recommandation n° 3** : **Introduire des trajectoires minimales d'orientation de l'épargne** (notamment l'assurance vie et l'épargne réglementée) pluriannuelles pour financer les activités vertes et de transition. Réformer le Livret A et moderniser le LDDS.

**Constat n° 2** : La finance verte et durable est un domaine dans lequel la France a une véritable expertise et une certaine avance mais des places concurrentes se mobilisent rapidement pour combler ce retard. La définition de normes dans le domaine est un enjeu majeur de souveraineté économique et de défense de notre modèle de croissance durable.

- ⇒ **Recommandation n° 4** : **Garantir la transparence et l'accès public de l'information extra-financière**
- ⇒ **Recommandation n° 5** : **Développer un standard « Accord de Paris » pour les obligations de transition**
- ⇒ **Recommandation n° 6** : **Encadrer, au niveau européen, le développement de l'offre de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) / Investissement Socialement Responsable (ISR)**

### **Une mission à cheval entre le « monde d'avant » et le « monde d'après »**

En décembre 2019, le Premier Ministre, Édouard Philippe, a chargé M. Alexandre Holroyd, député des Français établis en Europe du Nord, d'engager un travail de fond portant sur l'évaluation des meilleures pratiques en matière de finance verte et d'organisation des places financières au sein de l'Union européenne. **A l'origine de cette mission, un constat : malgré la volonté des pouvoirs publics d'investir dans la transition écologique, les fonds qu'ils peuvent y consacrer ne suffiront pas à réaliser les objectifs climatiques que la France s'est fixés.** La capacité de l'Etat à orienter les flux financiers privés vers l'atteinte de ces ambitions, en revanche, peut se révéler décisive. Les conclusions de cette mission ont été remises au Premier Ministre le 5 juin.

Débutée avant la crise du Covid-19, la mission se termine au moment où les gouvernements, les entreprises et les institutions financières cherchent à anticiper et à construire les modèles de croissance et de financement qui vont permettre la reprise économique. Pour Alexandre Holroyd : *« Ma conviction est que cette crise doit impérativement être un accélérateur du développement de la finance verte, essentiel à la transformation de nos économies. Nous ne réussissons la transition que par un engagement collectif et total et ce à tous les niveaux. Chaque crise nous offre l'opportunité de nous renouveler, saisissons-la ».*

Au cours de cette mission, près de **cent cinquante acteurs** de l'ensemble de l'écosystème financier français (ONG, fédérations, banques, acteurs institutionnels, think tanks...) ont été auditionnés afin d'avoir un panorama le plus complet possible. Un benchmark international a également été réalisé à travers plus de **soixante-dix auditions dans dix pays différents.**

Les 24 recommandations du rapport sont disponibles à partir du 23 juillet sur <https://www.alexandre-holroyd.fr/>

► **Contact presse :** Margot Provot, collaboratrice parlementaire : 06.72.13.06.18